IVERIS
Institut de Veille et d'Étude des Relations Internationales et Stratégiques

L'Afrique de l'Ouest dans l'oeil du cyclone

Leslie Varenne

19 septembre, 2015
Notes d'actualité

PARTIE II : Le Burkina Faso

Le Burkina Faso était, certes, dans l'œil du cyclone à la veille de l'élection présidentielle du 11 octobre, néanmoins personne n'a vu venir la tornade qui s'est abattue sur le pays. Le coup d'Etat du 16 septembre a pris tout le monde de court, le peuple burkinabé, les autorités de la transition, les candidats, mais également les Français et les Américains qui disposent de bases militaires et d'unités de forces spéciales dans ce pays. Sans aucun doute possible, l'opération a été minutieusement préparée et l'ancien Président Blaise Compaoré est à la manœuvre, même si le Général Diendéré, qui a pris les rênes du pouvoir à Ouagadougou, s'en défend.

Le beau Blaise a encore frappé...

Arrivé en 1987 à la tête du pays à la faveur d'un coup d'Etat, Blaise Compaoré revient au pouvoir par un nouveau coup de force et par procuration. Le général Gilbert Diendéré n'est pas un homme politique, c'est un militaire. Il obéit aux ordres de celui qu'il a servi pendant 27 ans comme chef d'Etat-major particulier. Saint-Cyrien, d'une intelligence brillante, il est le plus fidèle et le plus loyal des proches de celui qui est surnommé le « beau Blaise. » Vu du côté du clan Compaoré, le choix de ce Général pour mener ce coup d'Etat est particulièrement judicieux. Les raisons sont multiples. C'est lui qui a créé et dirigé le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP). Cette unité composée de 1300 hommes, richement dotée par rapport au reste de l'armée et disposant de nombreux privilèges est au cœur des événements qui se jouent à Ouagadougou. C'est sur ce régiment resté fidèle à l'ancien Président que Gilbert Diendéré s'appuie pour reprendre le pouvoir. Le Général peut compter également sur une partie de l'armée. En tant que Chef d'Etat-major, il a procédé à de nombreuses nominations. Dans la culture de l'ethnie Mossi, la plus importante au Burkina, tu ne mords pas la main qui te nourrit et tu gardes respect et déférence envers celui qui t'a offert le poste. Par ailleurs, la terrible réputation du RSP et de son chef inspire une vraie crainte à la population. Gilbert Diendéré connaît également tous les petits et grands secrets des 27 ans de règne de Blaise Compaoré. L'homme, qui est un tombeau, est le gardien des lieux saints. Il veille à garder clos les dossiers sur les assassinats de Thomas Sankara, du juge Nébié et de Norbert Zongo transmis par les autorités de la transition à la justice. Le Général a aussi de nombreuses cartes en main sur les petits et grands secrets de la scène internationale. Pendant sa très longue présidence, le beau Blaise a joué au pyromane-pompier dans toute l'Afrique. Il créait les conflits et revenait en médiateur-facilitateur pour régler ces mêmes conflits ! Ce fut le cas, par exemple, de la Côte d'Ivoire. Avant de lancer le coup d'Etat de 2002, les rebelles se sont entrainés pendant six mois au camp commando de Pô au Burkina. Guillaume Soro, le chef des rebelles, entretient des relations filiales avec l'ancien Président du Faso. Au palmarès des actions de déstabilisation de sinistre mémoire, il y a la terrible guerre du Libéria des années 1990 où les soldats burkinabés ont combattu l'Ecomog. Il y a aussi la Sierra Léone, l'Angola... Avant de quitter le pouvoir, Blaise Compaoré avait assuré la médiation entre le pouvoir de Bamako et les groupes armés du Nord Mali. Certains chefs de ces groupes étaient hébergés dans les palaces, ou soignés dans les hôpitaux de Ouagadougou lorsqu'ils étaient blessés. Toute l'histoire obscure de ce pays est gravée dans le cerveau de Gilbert Diendéré. Grâce à son statut de Chef d'Etat-major, il est également très bien informé des opérations militaires françaises et américaines. En effet, depuis 2007, l'armée US a installé des bases secrètes dans ce pays, ses forces spéciales opèrent depuis cette base dans tous les pays de la région. Bien avant l'opération Serval, puis Barkhane, le Commandement des Opérations Spéciales français, (COS) s'est également installé en 2010, au Burkina. Après le coup d'Etat du 16 septembre, François Hollande a déclaré que le COS n'avait pas : « à interférer ». Cela dit, ce sont ces mêmes forces spéciales qui ont permis l'exfiltration de Blaise Compaoré du Burkina en Côte d'Ivoire, lors de la révolution d'octobre 2014. Par ailleurs, Gilbert Diendéré est le seul homme de la garde très rapprochée de Blaise Compaoré qui n'ait pas fuit lors du soulèvement. Il a été, certes, démis de ses fonctions de commandant du RSP, mais il est resté chef de la cellule de crise concernant l'accident de l'avion d'Air Algérie qui a fait 116 victimes dont 54 Français. Gilbert Diendéré est donc en possession de renseignements précieux. En outre, il entretient de très bonnes relations avec les commandements des unités des armées françaises et américaines dans son pays. En vieux routier des manipulations, Blaise Compaoré n'a évidemment pas choisi ce Général au hasard...

Servi sur un plateau

Preuve que le coup était bien préparé, moins de 24 heures après la prise de pouvoir, le putsch avait déjà un nom le : Conseil National de la Démocratie (CND). Il fallait oser. Ils l'ont fait. Officiellement Gilbert Diendéré prend le pouvoir par la force pour restaurer la démocratie et éviter des troubles : « *Nous pensons que les élections qui devaient se tenir dans trois semaines, un mois, n'auraient pas été bien organisées compte tenu des problèmes que l'on a constatés comme l'adoption de la loi sur le code électoral qui exclut un certain nombre de personnalités. Cela pouvait amener des troubles soit avant les élections, pendant la campagne, ou bien après lors des résultats.*» En effet, Michel Kafando, le Président de la transition, et Isaac Zida, le Premier ministre, sont restés arc-boutés sur l'exclusion des candidats liés à Blaise Compaoré. Ils ont fait voter une loi du code électoral stipulant que : « *toute personne ayant soutenu le projet de modification constitutionnelle de Blaise Compaoré était inéligible aux prochains scrutins.*» C'est donc bien cette affaire d'exclusion des candidats qui a servi de prétexte au coup d'Etat, comme le souligne dans son ITV au journal le Monde, Laurent Bigot, le plus éclairé des spécialistes d'Afrique de l'Ouest. Cette affaire d'exclusion est d'autant plus stupide que sur les trois candidats recalés, seul Djibrill Bassolé, général de gendarmerie et dernier ministre des Affaires Etrangères de Blaise Compaoré, avait une petite chance de faire un score honorable, tant les derniers fidèles de l'ancien Président sont honnis dans le pays. Les seuls véritables atouts de Djibrill Bassolé sont les moyens conséquents dont il dispose. Aujourd'hui envoyé spécial de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) pour la paix au Sahel, il bénéficie du soutien financier du Qatar. Exclure ces candidats était d'autant plus inepte que le grand favori de l'élection, Roch Marc Christian Kaboré et ses soutiens Salif Diallo et Simon Compaoré sont comptables de 25 années sur 27 du pouvoir de Blaise Compaoré. Tous les Burkinabés savaient que le beau Blaise n'allait pas passer une retraite paisible à jouer à la belote en Côte d'Ivoire et qu'il attendait un faux pas, un prétexte, une occasion. Il a été servi sur un plateau.

Et maintenant ?

Officiellement, les militaires du RSP ont tiré sur les manifestants, il y aurait 6 morts et 73 blessés. Mais d'après les contacts de l'IVERIS sur place, le nombre de morts serait plus élevé, l'armée tirant à balles réelles et à l'aveuglette pour disperser les protestataires, il y aurait notamment des décès causés par les balles perdues. Toujours selon ces contacts, le domicile de Salif Diallo a été pillé et incendié. Mais malgré le danger, la colère des Burkinabés ne retombe pas et ils continuent à manifester. L'opposition sonnée dans les premières heures se réveille et appelle à la désobéissance civile. Le RSP étant très présent à Ouagadougou, c'est dans la capitale que la situation est la plus tendue ; à l'intérieur du pays, les manifestants semblent avoir plus de marge de manœuvre.
Et maintenant ? Après avoir brièvement fermé les frontières, le Général Diendéré les a ré-ouvertes, il a convoqué les secrétaires généraux des ministères pour leur demander d'assurer la continuité de l'Etat. Il tente donc de revenir à la normalité dans les délais les plus brefs. Mais comment Gilbert Diendéré compte-t-il gouverner contre tout un peuple ? C'est la grande question et bienheureux celui qui pourrait y répondre. La situation est totalement imprévisible. Le Général a reçu dans la journée du vendredi 18 septembre les Présidents sénégalais et béninois, Macky Sall et Boni Yayi, qui tentent une médiation pour remettre en place un régime de transition afin d'organiser au plus vite des élections. A cette heure, les tractations n'ont pas abouti. La France, ancienne puissance coloniale, qui n'a rien vu venir, de la même manière qu'elle n'avait pas anticipé le soulèvement d'octobre 2014, condamne et se réserve la possibilité de demander des sanctions contre le Burkina Faso au Conseil de Sécurité. L'Union Africaine, elle, passe à l'acte et a suspendu immédiatement ce pays de son organisation. En outre, elle a interdit de voyage et a gelé les avoirs de tous les membres : « *du soi-disant Comité national pour la démocratie » mis en place par les auteurs du coup d'état et de toute personnalité qui participerait au « Gouvernement » qu'ils pourraient créer.* » Enfin, elle les qualifie tous de terroristes. Une appellation reprise par les manifestants. Le Conseil de Sécurité se contente de demander aux putschistes de « *restaurer l'ordre constitutionnel et de rendre le pouvoir aux autorités civiles de transition sans tarder*». Le silence du bouillonnant ambassadeur américain au Burkina, son excellence Tulinabo Mushingi, est surprenant. Lors de la révolution d'octobre 2014, il était omniprésent, condamnant la volonté de Blaise Compaoré de modifier l'article 37 de la constitution pour se maintenir au pouvoir. Il incitait la population à manifester et il a organisé et financé la société civile comme le Balai Citoyen. Selon des contacts burkinabés, il y a quelques jours encore, il s'investissait avec dynamisme et enthousiasme dans la préparation de la campagne électorale. Lui non plus n'a rien vu venir. Bien entendu, les auteurs de ce coup d'Etat avaient anticipé aussi les réactions de la « communauté internationale », c'est la raison pour laquelle l'urgence, pour eux, est de revenir le plus rapidement possible à une situation normalisée dans le pays, afin que la dite « communauté » cesse ses incantations.

Combien de temps Blaise Compaoré pourra-t-il rester dans l'ombre ?

L'ancien Président du Faso a quitté son exil ivoirien en juillet dernier, sous prétexte d'aller se faire soigner au Maroc après un banal accident de sport. Aujourd'hui, les rumeurs persistantes signalent sa présence au Congo Brazzaville auprès de son grand ami Sassou Nguesso, malgré les démentis de ce dernier. Quelles cartes a-t-il encore dans sa manche pour gouverner par procuration contre le peuple burkinabé ? La Côte d'Ivoire est son arrière cour. Depuis la guerre de 2011, l'armée ivoirienne compte de nombreux soldats burkinabés dans ses rangs. Alassane Ouattara lui est redevable. Guillaume Soro est considéré comme son fils. D'ailleurs, Abidjan se garde bien, de condamner le coup d'Etat et se contente d'un communiqué minimaliste, rappelant que ce qu'il se passe au Burkina est une question interne à ce pays. La Côte d'Ivoire où, la situation est

délétère à la veille de l'élection présidentielle, sera-t-elle prise dans l'incendie allumé par le pyromane-pompier ?

Leslie Varenne, directrice de l'IVERIS

Prochain article à venir : L'Afrique de l'Ouest dans l'oeil du cyclone Partie III : le Mali

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/articles_dactualite/75-lafrique_de_louest_dans_loeil_du_cyclone

© copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.